

13 mars 1995 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

# Interview de M. François Mitterrand, Président de la République, dans "Le Figaro" du 13 mars 1995, sur l'Etat de la France, la campagne électorale, l'ingérence des médias dans sa vie privée et sur ses préférences en matière littéraire, philosophique, historique et politique.

QUESTION.- Comment allez-vous, Monsieur le Président ?

- LE PRESIDENT.- Je suis encore fatigué, mais j'ai dépassé le stade des souffrances.

- QUESTION.- Tout le monde, dans le microcosme, parle de votre maladie. Quand vous voyez tous ces gens vous ausculter du regard ou vous prendre le pouls de loin, quel effet cela vous fait-il ?

- LE PRESIDENT.- Aucun effet. Je sais que j'ai 78 ans et que j'ai une maladie qui tue souvent. Mais pas toujours. Ce "pas toujours" laisse une large place à l'espoir. Permettez-moi une remarque : je vous réponds sur ce sujet parce que vous m'interrogez, mais je le regrette presque. Ne croyez-vous pas qu'on a assez parlé de ces choses ?

- QUESTION.- Qu'est-ce que votre maladie a changé dans votre façon de voir les choses ?

- LE PRESIDENT.- Je passe plus de temps avec moi-même.

- QUESTION.- N'avez-vous pas plus de recul maintenant ?

- LE PRESIDENT.- Sans aucun doute.

- QUESTION.- Le pouvoir vous intéresse-t-il toujours ?

- LE PRESIDENT.- Oui. Il m'intéresse. Disons que j'ai moins d'appétit.

- QUESTION.- Regrettez-vous aujourd'hui de vous être présenté pour un second septennat ?

- LE PRESIDENT.- Ah ! Pas du tout. Si je ne savais pas qu'il y a un temps pour tout, qu'il ne faut pas abuser de ce que la vie vous apporte, et que c'eût été donner un mauvais exemple pour la République, je n'aurais pas craint d'en faire un troisième. Rassurez-vous, je plaisante & je suis raisonnable et n'y ai jamais pensé. L'heure de la relève avait sonné.

QUESTION.- Avec la distance que vous avez aujourd'hui, comment jugez-vous l'état de la France ?

- LE PRESIDENT.- La France jouit d'un vrai prestige dans le monde. A l'intérieur, elle souffre trop d'inégalités. Il manque un élan, une idée centrale, une volonté nationale. Pour l'instant, il n'y a pas de propulseur dans cette campagne électorale. Mais la France est un pays très ancien, qui sait vivre. Ces temps-ci, elle hume les vents de la reprise. Qu'on ne s'y trompe pas. Ce retour annoncé de la croissance - évidemment souhaitable - provoquera des difficultés nouvelles. Dans les prochains mois, je crois que l'on parlera un peu moins de croissance et beaucoup plus de répartition, de redistribution sociale. Tant mieux.

- QUESTION.- Aujourd'hui, on a parfois le sentiment que la République ou la démocratie sont en crise. Pensez-vous que la solution serait de réformer la Constitution de la Vème République ?

- LE PRESIDENT.- La réponse à la crise n'est pas là. N'ayons pas la manie des textes. La Constitution, on l'a déjà amendée & il faudra l'amender encore. J'ai fait des propositions à ce sujet, mais je n'ai jamais eu la majorité parlementaire qui me l'aurait permis. Je n'en ai pas éprouvé beaucoup de dépit. J'aime assez la pratique anglaise qui n'enferme pas la vie dans un

écrit.

- QUESTION.- Que pensez-vous de la réduction du mandat présidentiel à c'est-à-dire du quinquennat ?

- LE PRESIDENT.- Je ne crois pas personnellement que le pays doive renoncer au septennat. Il faut que, quelque part, il y ait une durée. Je n'ignore pas que la plupart des propositions de réforme de la Constitution vont dans le sens du quinquennat. Si l'on accepte, la France vivra en transe électorale permanente. Mais je comprends que chaque génération voie les choses à sa façon. On se fatigue vite d'un système. Alors on en essaie un autre.

- QUESTION.- La conséquence du quinquennat serait aussi l'affaiblissement de la fonction présidentielle...

- LE PRESIDENT.- Je redoute davantage la transe électorale dont je viens de parler.

- QUESTION.- Ne sommes-nous pas déjà condamnés à cette transe, avec le développement de la médiatisation ?

- LE PRESIDENT.- Votre remarque est assez juste. Tout pouvoir sans sanction remet en question la démocratie. Mais ne réinventons pas un monde illusoire où les médias seraient tenus en laisse. Cela n'arrangerait pas non plus la démocratie !\

QUESTION.- Quand vous parlez de pouvoirs sans contrôle, visez-vous la justice autant que les médias ?

- LE PRESIDENT.- Je ne vise pas la justice. Aujourd'hui, le système judiciaire français est un bon système. Même si les uns veulent le faire basculer exagérément du côté du pouvoir des juges, et si les autres ne se gênent guère pour tenter de l'entraver.

- QUESTION.- Les médias ont-ils trop de pouvoirs ou n'ont-ils pas assez de règles ?

- LE PRESIDENT.- Tout ce qui touche à la liberté doit être traité avec une extrême attention. Des règles sont nécessaires. La profession doit se les imposer à elle-même.\

QUESTION.- Comment jugez-vous le fait que les médias commencent à s'immiscer, sur le modèle anglo-saxon, dans la vie privée des hommes politiques ?

- LE PRESIDENT.- Comme j'ai été moi-même mis en cause, il m'est difficile d'arbitrer !

- QUESTION.- Pourquoi ? Vous en auriez le droit. Avec la révélation de l'existence de Mazarine, la presse a fait effraction dans votre vie privée. En avez-vous souffert ?

- LE PRESIDENT.- J'en aurais souffert pour les autres s'ils n'y avaient été préparés.

- QUESTION.- Donc ça ne vous a pas gêné ?

- LE PRESIDENT.- J'ai simplement craint que cela ne ravivât des peines anciennes.

- QUESTION.- Vous auriez préféré que ça ne se soit jamais su ?

- LE PRESIDENT.- Comment cela ne se serait-il pas su ? De toute façon je suis fier de ma fille.

- QUESTION.- Elle est belle aussi...

- LE PRESIDENT.- Mais je crois que les journalistes devraient réfléchir un peu à ce qu'ils font. Il faut faire attention. Les enfants ont l'âme fragile. Tout ce battage autour de Mazarine, quelques mois plus tôt, aurait pu compromettre son équilibre, donc ses études. Elle préparait Normale supérieure. Ce qui exigeait une préparation extrêmement sévère, où le moindre choc pouvait être désastreux. Bon, elle a réussi. Elle était donc moralement et professionnellement mûre quand s'est produite l'indiscrétion de Paris-Match. Il s'en est quand même fallu de peu.

- QUESTION.- Que la vie privée des hommes publics soit étalée sur la place publique, ça vous choque ?

- LE PRESIDENT.- Les hommes publics et les autres, car personne n'y échappera ! Je voudrais bien connaître la vie privée de nos censeurs.\

QUESTION.- Revenons à la politique. La France entre en campagne électorale. C'est la première fois depuis longtemps que vous n'y participez pas. Comment jugez-vous la compétition qui commence ? Avec dédain ?

- LE PRESIDENT.- Non, pas avec dédain. Disons que je trouve, pour l'instant, la campagne un peu terne.

- LE PRESIDENT.- Vous êtes-vous tout à fait réjoui que le PS ait choisi Lionel Jospin comme candidat à la Présidence ?

LE PRESIDENT.- C'est un candidat capable de cristalliser l'opinion française et les vœux de la

- LE PRESIDENT.- C'est un candidat capable de cristalliser l'esperance et les realites de la gauche. Il croit en ce qu'il fait. Ce n'est pas un mystère : je voterai pour lui, et j'espère que ceux qui m'ont suivi jusqu'ici agiront comme moi.

- QUESTION.- Quels peuvent être ses autres atouts dans la campagne ?

- LE PRESIDENT.- Le socialisme a retrouvé depuis 1971 ses racines profondes. Le PS est devenu une force d'alternance. Dans ses beaux jours, il peut atteindre 23 à 25 % des suffrages. Dans ses mauvais jours, il reste au-dessous, mais proche de 20 %. Il peut monter aussi jusqu'à 30 % quand il incarne la volonté de rassemblement de la gauche. C'est le seul parti dont on puisse dire ça.

- QUESTION.- Quels conseils donneriez-vous à Lionel Jospin ?

- LE PRESIDENT.- Oh ! je m'en garderais bien...

- QUESTION.- Posons la question autrement. Que doit-il faire ?

- LE PRESIDENT.- Ce dont il est capable, c'est-à-dire créer l'enthousiasme et faire en sorte que la partie du peuple à laquelle il s'adresse se retrouve dans ses propos et son comportement.

- QUESTION.- Vous voulez qu'il fasse rêver, en somme ?

- LE PRESIDENT.- Il le peut.

- QUESTION.- Vous pensez que la politique peut encore faire rêver les Français aujourd'hui ?

- LE PRESIDENT.- Absolument. La politique n'est pas toujours négative, loin de là.

- QUESTION.- Sur quoi peut-on encore faire rêver les Français ?

- LE PRESIDENT.- Sur beaucoup de choses. La justice sociale, par exemple : avec la reprise économique, un grand chantier social s'ouvrira forcément. Sur la recherche scientifique, aventure moderne. J'en avais considérablement augmenté les crédits. Rien n'est possible sans elle. Voilà de quoi exalter une génération.. Le devoir humanitaire. Le renouvellement des arts. La reconquête (ou aménagement) du territoire. Je n'ai pas encore dit la construction de l'Europe, tant c'est évident...\

QUESTION.- Question à 1000 francs : comment définiriez-vous le socialisme aujourd'hui ?

- LE PRESIDENT.- Quand cette question lui fut posée, Harold Wilson, alors Premier ministre de Grande-Bretagne, avait répondu : "C'est la science". Pour ma part, j'hésite. Spontanément, j'ai envie de répondre : "C'est la justice". Au sens propre du mot, s'entend. Ou bien : "C'est la ville". Autrement dit, une volonté de solidarité urbaine. Mais je me dis que ce n'est pas une définition suffisante. Le socialisme, en tout cas, c'est la lutte pour la vie et pour le droit de ceux que la société écrase ou élimine.

- QUESTION.- Donc vous pensez que le socialisme a toujours un avenir ?

- LE PRESIDENT.- Il y aura toujours un avenir pour ceux qui pensent à l'avenir.

- QUESTION.- Oui, mais rien ne dit que le socialisme, né au siècle dernier, soit éternel...

- LE PRESIDENT.- Sans doute, mais la compétition entre les classes installées et les classes montantes n'a pas disparu depuis le siècle dernier.

- QUESTION.- C'est la définition même de la gauche que vous donnez là. Pas forcément du socialisme...

- LE PRESIDENT.- Au XIXème siècle, quand on parlait de la résistance, il s'agissait des conservateurs. De l'autre côté, il y avait le mouvement. Mais la réalité de la société industrielle a vite montré que le mouvement, la lutte pour la justice, pour le progrès, s'identifiaient au socialisme.

- QUESTION.- On vous verrait assez bien dire, comme Alain, le philosophe du radicalisme : "Rien n'est plus dangereux qu'une idée". Ne vous sentez-vous pas plus radical que socialiste, finalement ?

- LE PRESIDENT.- Mais non ! Je ne me sens pas radical. Je suis un socialiste qui déteste le sectarisme, et qui pense à tout moment qu'une idée doit être cent fois retournée dans la tête, et s'il le faut, réajustée. Mais le socialisme suppose des structures & sa politique ne peut être remplacée par une morale ou simplement par un idéal. C'est ce qui distingue surtout un socialiste d'un radical. Ce qui n'empêche pas que l'un et l'autre doivent se réunir dans le camp du mouvement.\

QUESTION.- De tout ce qu'on a pu dire de vous, qu'est-ce qui vous a plus blessé ? La polémique

sur votre jeunesse à Vichy ?

- LE PRESIDENT.- Sans plus. Dans son livre, Pierre Péan explique assez bien les choses. On n'en a retenu que les quelques mois que j'ai passés à Vichy en 1942, dans un poste de dixième ordre, sans mission, sans mandat, sans autorité, sans appartenir à la fonction publique. C'est presque plus grotesque que blessant.

- QUESTION.- Pourquoi ne vous êtes-vous pas défendu ?

- LE PRESIDENT.- Le procès n'était pas fondé. Si je m'étais engagé dans cette polémique, j'aurais pu dire que je m'étais évadé de mon camp de prisonniers en Allemagne fin 41, que, rentré en France, je me suis engagé dans la Résistance active peu de mois après, que je suis allé en Angleterre et en Algérie avant de revenir en France occupée. Mais je n'ai pas eu envie de plaider. Cherchez des gens qui furent plus rapides que moi ! Il y en a eu, bien sûr, dès 1940, et ce furent des gens admirables. Mais enfin, je crois pouvoir dire que je n'ai pas été le dernier !

QUESTION.- Si vous aviez à résumer votre biographie, que diriez-vous ?

- LE PRESIDENT.- Je ne m'y essaierai pas et n'écrirai pas mes Mémoires. Finalement, j'aurais aimé être un Voltaire qui aurait écrit "Le Contrat social". Ce Rousseau, il a vraiment tout gâché.

- QUESTION.- Vous aimez quand même les idées de Rousseau ?

- LE PRESIDENT.- Parce que ce sont des idées fortes. Mais je n'aime pas du tout le personnage Rousseau.

- QUESTION.- On l'a compris : entre Voltaire et Rousseau, vous ne choisissez pas Diderot, comme d'autres, mais bel et bien Voltaire...

- LE PRESIDENT.- Diderot est grand, mais Voltaire est, à mes yeux, l'esprit le plus représentatif du génie français.

- QUESTION.- Voulez-vous dire qu'il domine tous les autres avec son scepticisme et son ironie ?

- LE PRESIDENT.- Tout dépend de quoi on parle. Car ce n'était pas un beau caractère, Voltaire. Par exemple, je n'aime pas cette façon qu'il avait de quémander de l'argent à Frédéric II. Il produisait aussi des pièces de théâtre tout à fait insipides, bien que très appréciées de son temps. Mais c'est un écrivain qui me fascine.

- QUESTION.- Depuis plusieurs années, n'avez-vous pas le sentiment de vivre un moment de déclin culturel dans l'histoire du monde ?

- LE PRESIDENT.- Non. Je vois partout surgir de grandes oeuvres. La France a et aura les siennes.

QUESTION.- Vous êtes, comme aurait dit Victor Hugo, un homme qui pense toujours à autre chose. Quand vous avez envie d'être quelqu'un d'autre, vous pensez à qui ? A un écrivain ?

- LE PRESIDENT.- J'aurais aimé être un écrivain, oui. Mais la réponse est donnée. J'ai été pris par l'action.

- QUESTION.- Vous ne regrettez pas trop ?

- LE PRESIDENT.- Non.

- QUESTION.- Jamais un moment de doute ou d'insatisfaction ?

- LE PRESIDENT.- Dans l'action, on rêve de méditation £ mais dans la méditation, au bout du troisième mois dans le désert, on se dit forcément qu'on aimerait pouvoir bouger un peu. Alors, on se met à rêver d'un chameau qui passerait par là...

- QUESTION.- Au fond, vous avez le sentiment d'avoir eu une belle vie, malgré les échecs, la boue et la vase...

- LE PRESIDENT.- Oui, une vie très bien remplie et plutôt chanceuse, assez préservée aussi.

- QUESTION.- Malgré les scandales, et, encore ces derniers jours, l'affaire des écoutes téléphoniques...

- LE PRESIDENT.- Ces scandales, que je déplore, sont surtout apparus depuis qu'existe une législation obligeant les partis politiques à des pratiques financières transparentes. C'est-à-dire pendant mon second septennat. Quant aux écoutes téléphoniques, desquelles parlez-vous ? S'il s'agit de celles qu'on dit "de l'Elysée", on oublie qu'elles eurent lieu au moment - dans les années 1983 - 1986 - où il fallait lutter contre un terrorisme implacable. S'il y eut des manquements, je ne les couvre pas. Il appartient aux magistrats de démêler le vrai du faux.

QUESTION.- A quel personnage de l'histoire vous arrive-t-il de vous identifier ?

- A aucun. Dans notre siècle j'ai une préférence, malgré ses énormes défauts, pour Clémenceau. Pour les temps plus anciens, les premiers noms qui me viennent à l'esprit sont Henri IV, Mazarin, Condorcet, Vauban.

- QUESTION.- Pourquoi Vauban ?

- LE PRESIDENT.- C'était un homme de modeste extraction ou, disons, de très petite noblesse. Au XVIIIème siècle, il est devenu maréchal de France par son seul mérite. On connaît son génie militaire et son art des fortifications. Mais c'était aussi un esprit libre, qui voulait la justice et l'égalité devant la loi. Après la publication de son "Projet d'une dîme royale", il fut disgrâcié et dut aller vivre sur ses terres, non loin de Vézelay, cher à mon coeur. A mon avis, c'est l'homme de l'équilibre français.

- QUESTION.- Et si l'on remonte un peu plus dans le temps ?

- LE PRESIDENT.- Qui ? A Vercingétorix.

- QUESTION.- Vous aimez bien les perdants ?

- LE PRESIDENT.- Puisque nous parlons de Vercingétorix, il a quand même gagné quelque temps, bien que les peuples gaulois ne fussent pas en mesure de résister à la machine romaine. C'est à l'oppidum gaulois de Bibracte qu'a été tentée ce qu'on pourrait appeler la première forme de l'unité française. Faut-il parler d'unité française ? Les mots sont un peu forcés, mais c'est là que les chefs gaulois sont venus prêter serment de fidélité à Vercingétorix. Pour la première fois, des tribus, des provinces, représentées par leurs chefs, se sont senties solidaires les unes des autres.

- QUESTION.- Vous pensez que l'embryon de la France est apparu ce jour-là ?

- LE PRESIDENT.- Ce n'était pas la France, mais une première tentative d'unité.

- QUESTION.- Quand a-t-elle été créée, la France ?

- LE PRESIDENT.- On peut en discuter. On en discute beaucoup. J'ai envie de vous dire : avec Philippe-Auguste. D'abord, ce fut un vainqueur. Il a joué un rôle important en Europe. Ensuite, ce fut un législateur. Il a donné, avec la tour du Louvre, un vrai centre au pays. Mais il restait encore beaucoup à faire après lui. Mon choix est peut-être arbitraire. On pourrait dire aussi que la France est née avec Charles IV.

- QUESTION.- Et l'Europe ? C'est Charlemagne qui l'a fondée ?

- LE PRESIDENT.- Sans doute. Mais n'oublions pas le rôle de Rome.

- QUESTION.- Vous pensez que subsiste encore une nostalgie carolingienne dans l'idéologie européenne ?

- LE PRESIDENT.- Oui, je le crois.

- QUESTION.- Le règne de Charlemagne, c'est l'une des grandes périodes de l'histoire de l'Europe ?

- LE PRESIDENT.- Certainement. Aujourd'hui, tout le monde essaie de le récupérer. Il est né, comme son père et sa grand-mère, dans ce qui est maintenant la Belgique. Sa capacité était Aix-la-Chapelle. Il a beaucoup voyagé, guerroyé. Il a reconstruit l'Occident. Un processus qui annonçait celui que nous vivons avec l'Union européenne.

- QUESTION.- Quel est le personnage de l'histoire de France que vous détestez le plus ?

- LE PRESIDENT.- Talleyrand.

- QUESTION.- Sur le plan humain ou sur le plan politique ?

- LE PRESIDENT.- Je le déteste parce qu'il vendait la France.

- QUESTION.- Parce qu'il a trahi Napoléon ?

- LE PRESIDENT.- Non, parce que, je le répète, il vendait la France à tout le monde.

- QUESTION.- Vous aimez Napoléon ?

- LE PRESIDENT.- C'est un très grand personnage & mais, à mes yeux, son bilan a été négatif pour la France.\

QUESTION.- Venons-en à votre propre postérité. Quand vous entendez dire que les grands travaux, c'est ce que vous allez laisser de plus important, comment réagissez-vous ?

- LE PRESIDENT.- Si on dit ça, je ne crois pas que ce soit pour me faire plaisir. Encore que, ce

qui restera physiquement, ce sera, bien sur, les grands travaux.

- QUESTION.- Parmi ces grands travaux, duquel êtes-vous le plus fier ?

- LE PRESIDENT.- Le Grand Louvre me paraît être la plus belle réussite.

- QUESTION.- Et, en dehors des grands travaux, de quoi êtes-vous le plus fier ?

- LE PRESIDENT.- Il y a tellement de choses.. Voyez comme on a modifié la France avec la décentralisation, simplifié la justice en supprimant les juridictions d'exception, élargi les droits sociaux et fait progresser la construction européenne. Mais j'arrête là, j'aurais l'air d'argumenter.\

QUESTION.- Vous avez dit un jour que vous aviez un tempérament religieux.

- LE PRESIDENT.- Oui, ça s'accorde assez bien à ce que je ressens.

- QUESTION.- Vous croyez à l'immortalité de l'âme ?

- LE PRESIDENT.- Pas spécialement. Ce serait bien embarrassant.

- QUESTION.- Pourquoi, alors, avez-vous évoqué les "forces de l'esprit" dans votre dernier discours des vœux, en disant que vous comptiez regarder le discours de votre successeur "de là où je serai" ?

- LE PRESIDENT.- Je crois à la puissance de l'esprit. Sans elle, que serait l'homme ?

- QUESTION.- Mais l'esprit a-t-il une vie après la mort ?

- LE PRESIDENT.- Réponse impossible, du moins pour moi. Après la mort, l'esprit demeure le sel de la terre.

- QUESTION.- Vous avez souvent dit qu'il ne se passe pas de jour sans que vous pensiez à vos parents ou amis morts. Le soir, vous priez pour eux ?

- LE PRESIDENT.- Les êtres que j'aimés et qui sont morts, ça, j'ai toujours pensé à eux chaque soir. Quand j'étais enfant, on m'avait appris la prière. Je l'ai remplacée par une sorte de méditation où je les retrouve. C'est un peu comme un rendez-vous que j'aurais avec eux.

- QUESTION.- Vous avez un tempérament religieux, mais vous ne croyez pas en Dieu, finalement...

- LE PRESIDENT.- Disons que j'ai une âme mystique et un cerveau rationaliste, et, comme Montaigne, je suis incapable de choisir. Je ne sais pas si je crois en Dieu, mais je suis souvent tenté d'y croire.

- QUESTION.- Quand êtes-vous tenté d'y croire ?

- LE PRESIDENT.- Qui n'a besoin d'aide et de secours ? La société des hommes n'y peut rien. Tout d'un coup, on se sent seul, perdu dans l'immensité des mondes. Pascal l'a mieux dit que moi. Vous êtes là, avec votre corps fragile qui va se rompre bientôt et puis ce quelque chose en vous, qui vous donne une aspiration à la durée et à l'éternité. Vous n'avez pas de correspondant et vous en éprouvez le besoin.

- QUESTION.- Parfois, n'êtes-vous pas grisé aussi par quelque chose qui vient d'ailleurs, en vous promenant dans une forêt ou en regardant la mer ?

- LE PRESIDENT.- Cela m'arrive, comme à quinquante. Ce sont des impressions mystiques ou lyriques. Les philosophes parleraient de panthéisme...

- QUESTION.- Nous voilà loin, très loin de la politique...

- LE PRESIDENT.- Je n'ai jamais accepté d'être dominé par la politique, contrairement à ce que l'on pourrait croire.

- QUESTION.- A la politique, ne préférez-vous pas, au fond, le verbe, c'est-à-dire la littérature et la philosophie ?

- LE PRESIDENT.- La Bible, qu'est-ce qu'elle dit ? "Au commencement était le verbe". Et pourtant, elle n'a pas été écrite par un Français...\